

Zeitschrift:	Macolin : revue mensuelle de l'École fédérale de sport de Macolin et Jeunesse + Sport
Herausgeber:	École fédérale de sport de Macolin
Band:	42 (1985)
Heft:	8
Artikel:	L'aide sportive aux pays en voie de développement : oui, mais apportée avec discernement!
Autor:	Jeannotat, Yves
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-998550

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

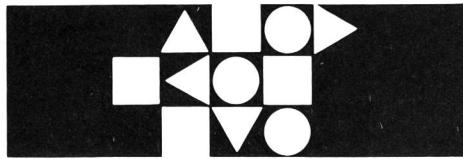
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



DIVERS

L'aide sportive aux pays en voie de développement: oui, mais apportée avec discernement!

Vu sur place: LE CAMEROUN

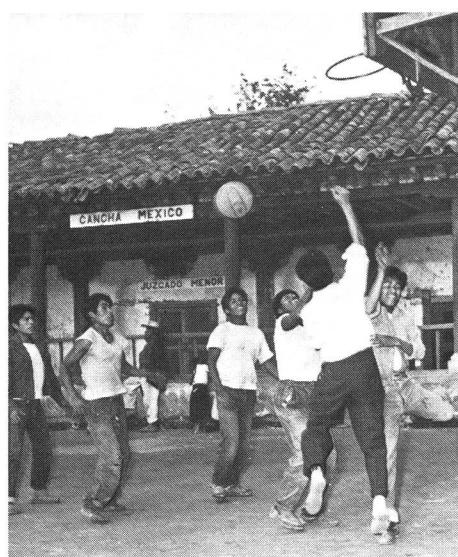
Yves Jeannotat

Lors d'une récente «table ronde», organisée à l'Ecole fédérale de sport sur le thème de l'«Aide sportive aux pays en voie de développement», Monsieur le pasteur Hans Ott a spécifié avec justesse que, pendant très longtemps, cette forme d'assistance avait visé en priorité, voire exclusivement, le sport d'élite. «Cette orientation – a-t-il souligné avec force exemples à l'appui – équivaleait à l'exportation, délibérée ou inconsciente, d'une culture et de comportements typiquement occidentaux, de convictions, de croyances et de valeurs tout à fait étrangères et inadaptées aux milieux et aux peuples auxquels on les destinait. Au cœur de ces principes: la performance, le rendement, le succès à tout prix!» Généreux ou calculé, ce mode d'intervention est presque toujours motivé par le prestige: construction, par exemple, d'un stade avec piste en Tartan à Lagos (installation pratiquement inutilisée), d'une patinoire artificielle dans l'enfer d'Abu Dhabi, de terrains de golf avec pelouse en matière synthétique, de stades de 30 à 50000 places désespérément vides (Nairobi, Zanzibar, Magadishu) et j'en passe! Pour l'essentiel, cette aide-là est tout sauf fonctionnelle et elle se fait, généralement, au détriment du sport populaire, infiniment plus important pourtant, tout en favorisant – ce qui est un comble – la classe privilégiée du tiers monde! Cette conception, mise au point par un certain nombre de pays en mal d'emprise et de domination politiques – une des formes les plus subtiles du néo-colonialisme – est heureusement – et assez efficacement – contrebalancée, actuellement, par l'action dynamique d'institutions à caractère plus humanitaire: le «Fonds international pour le développement de l'éducation physique

et du sport» (FIDEPS) de l'UNESCO, la «Solidarité olympique», les «campagnes d'entraide» de quelques grandes fédérations sportives internationales (la FIFA par exemple), le «denier» versé, enfin, en marge des programmes de l'UNESCO, à la réalisation d'entreprises ponctuelles par une minorité de gouvernements dépourvus de visées politiques.

Le «Fonds international» de l'UNESCO

Le «Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport» (FIDEPS) a été créé en 1978 par la Conférence générale de l'UNESCO, à laquelle participaient 145 Etats membres. Il a pour



Mexicains aidés par le FIDEPS.

objectif de donner aux plus démunis la possibilité de mettre en œuvre la Charte internationale sur l'éducation physique et le sport proclamée par cette même institution.

Activités du FIDEPS

Dans la mesure de ses moyens, le FIDEPS s'attache à promouvoir l'éducation physique et le sport dans les pays en voie de développement, et ceci:

- En aidant à la formation d'enseignants en éducation physique et de formateurs de cadres
- En favorisant l'achat d'équipements sportifs légers et l'aménagement de terrains de jeux fonctionnels.

Origine des ressources

Le «Fonds» est alimenté par les gouvernements, les organisations internationales rattachées aux Nations-Unies, certaines associations et entreprises publiques ou privées, des particuliers aussi. En outre, un nombre toujours plus élevé de pays organisent, de leur propre initiative, des cours et des séminaires destinés à la formation des cadres, de même que des stages de spécialisation.

L'action du FIDEPS touche, en fait, un domaine où les besoins sont énormes et nécessitent une intervention urgente.

La solidarité olympique

Lors d'une réunion du CIO, à Calgary, M. Lopes (Espagne), directeur honoraire de la «Solidarité olympique», a présenté un rapport détaillé sur l'activité de cette institution. M. Raymond Gafner, jusqu'à cette année président du COS, est l'un de ses animateurs les plus actifs. Grâce à lui, je suis en mesure d'apporter d'intéressantes précisions à son sujet.

Depuis 12 ans!

Lorsqu'il rénova les Jeux, Pierre de Coubertin (il avait 30 ans) était animé par un esprit d'humaniste, de philosophe et d'édu-

ateur. En élargissant cette manifestation à l'ensemble des cinq continents, il pensait pouvoir apporter un peu d'espérance à la jeunesse du monde entier, contribuer à son équilibre et développer, chez elle, le respect qui est, sans doute, l'élément le plus important de l'éducation. «Que ce soit à l'échelon de la famille, de la commune, de la nation ou du monde», dit M. Gafner, «il ne peut y avoir de véritable vie de société sans respect mutuel!»

Mais, pour diverses raisons, l'Olympisme a évolué dans une direction contestable, donnant l'impression que les Jeux étaient sa seule préoccupation. Ce n'est que depuis le Congrès de Baden-Baden (1981), qu'une nouvelle volonté s'est concrétisée: celle de faire de l'Olympisme non seulement une machine à performances, mais un instrument au service de l'être humain, où qu'il se trouve. Cet élargissement a été rendu possible grâce à un profond changement de style au sein du CIO et, aussi, grâce à l'apport de nouveaux moyens importants, issus des droits de télévision. Dès lors, le vent allait souffler dans le sens de la «Solidarité olympique» créée, il y a une douzaine d'années, dans le but d'aider au développement sportif du tiers monde. Cette institution fut chargée de gérer les sommes d'argent considérables à disposition, de les répartir et de les faire utiliser «sur place» par des gens au courant des problèmes locaux, régionaux et nationaux. Actuellement, la «Solidarité olympique» se présente sous la forme d'une Commission dirigée par M. Samaranch, président du CIO, et formée des représentants des cinq associations continentales.

Objectifs

La «Solidarité olympique» s'est fixé des objectifs concrets et réalisables:

- Aider les plus démunis
- Participer à la formation des cadres à tous les niveaux et non pas seulement à celui de l'élite

- Favoriser l'amélioration de l'équipement et des installations de base
- Faire en sorte que les comités nationaux olympiques (CNO) puissent «exister et fonctionner».

Remarque

Il n'appartient pas au CIO, mais aux fédérations internationales d'aider au développement des connaissances et de la maîtrise techniques spécifiques des différentes spécialités sportives. Pourtant, il peut les soutenir dans leurs actions – et est disposé à le faire – et surtout si les moyens font défaut.

Exemple: 1984

Actuellement, la «Solidarité olympique» dispose, annuellement, des sommes suivantes, l'année 1984 étant prise comme exemple de référence:

Programme normal: 2 500 000 dollars, répartis entre les cinq continents:

- Afrique: 490 000 dollars
- Amérique: 430 000 dollars
- Asie: 571 000 dollars
- Océanie: 300 000 dollars
- Europe: 304 000 dollars.

Programme ponctuel:

- a) 3 500 000 dollars, 1984 étant une année de «Jeux» (Sarajevo et Los Angeles), pour permettre que ce que l'on appelle la «famille olympique» puisse réellement prendre corps:
 - Sarajevo: prise en charge, par le CIO, d'une délégation de 4 personnes (3 athlètes et 1 dirigeant) par CNO
 - Los Angeles: même action, mais pour 6 personnes (4 athlètes et 2 dirigeants).
- b) 400 000 dollars pour réunir, à l'issue des «Jeux», les CNO à Mexico et faire le point de la situation : 143 (95 pour cent) ont répondu présent.



Une équipe du «Tonnerre de Yaoundé».

Perspectives (1985 à 1988)

De 1985 à 1988, la «Solidarité olympique» envisage:

- a) L'organisation de quelque mille cours et stages de toutes sortes mais parfaitement adaptés aux régions concernées:
 - Afrique: 176
 - Amérique: 377
 - Asie: 145
 - Océanie: 152
 - Europe: 158.
- b) La remise, à chaque CNO, d'une installation vidéo et d'un certain nombre de films didactiques.
- c) Une prise en charge, pour les Jeux de 1988, plus importante qu'en 1984.

Deux projets

En outre, deux projets sont en voie d'élaboration:

- La création d'une «Ecole d'administration itinérante»
- La création, d'entente avec les fédérations internationales concernées, d'«écoles de sport» par spécialités.

Conclusion

Selon M. Gafner, la «Solidarité olympique», après avoir consolidé les structures établies au cours de ces 12 dernières années, est appelée à élargir considérablement son action. Les besoins sont immenses dans le tiers monde et, en particulier, dans les pays où les camps de réfugiés ont tendance à s'implanter comme quelque chose de permanent. Le «jeu» et le «sport», pris dans leur sens premier, devraient pouvoir contribuer, semble-t-il, à y rendre la vie plus supportable. «Pourquoi», dit en conclusion l'ancien président du COS, «le CIO et les institutions caritatives et humanitaires ne joindraient-ils pas leurs forces, puisque les objectifs poursuivis – la lutte pour la survie de populations en détresse et l'amélioration de leurs conditions de vie – sont, finalement, les mêmes pour celui-là et pour celles-ci?»

Vu sur place: le Cameroun

Rendu curieux par les déclarations qui précèdent, j'ai décidé, joignant l'utile à l'agréable, d'aller passer deux semaines de vacances au Cameroun considéré, à l'heure actuelle, comme un des pays africains en voie de développement les plus équilibrés, donc les moins sujets à présenter des situations extrêmes. Quelle structure le sport, à tous les niveaux, connaît-il dans une telle nation? Que pense-t-on des œuvres d'entraide en la matière et qu'attend-on des pays nantis? Autant de questions auxquelles je crois pouvoir répondre, partiellement du moins, grâce à la compréhension de quelques personnalités de haut rang et, en par-



Une équipe de volleyball avec le Président Biya (au centre) et M. Mbombo Njoya, Ministre de la Jeunesse et des Sports.

ticulier, du Professeur René Essomba, président du Comité olympique camerounais et membre du CIO!

Situation du Cameroun

Situons d'abord brièvement le Cameroun. Sur le plan géographique, on a pris coutume de dire qu'il est une Afrique en miniature. Situé entre le Nigéria, le Tchad, l'Empire centrafricain, le Congo et le Gabon, il forme un vaste triangle de 475 000 km², surface presque aussi grande que celle de la France, mais sur laquelle vivent à peine 8 600 000 habitants, dont 55 pour cent ont moins de 21 ans. Avec ses 800 000 âmes, Douala, port d'estuaire, est la plus grande ville du Cameroun. Mais c'est Yaoundé (500 000 habitants), ville gouvernementale à contrastes, où voisinent les bâtiments à architecture futuriste et les quartiers populaires, faits de petites maisons basses et recouvertes de tôle ondulée, qui en est la capitale.

Relater l'histoire du Cameroun prendrait trop de place. Je me contenterai donc de rappeler que les Européens ont découvert cette région par les Portugais en 1472. Ces derniers, avant les Hollandais, les Anglais et les Français, s'y sont livrés à la traite et y ont soumis les Noirs à l'esclavage. En 1884, les Allemands s'implantaient dans le pays, jusqu'à l'arrivée des Français et des Britanniques, à l'époque de la première Guerre mondiale. Voilà pourquoi, aujourd'hui encore, les très vieux Camerounais comprennent l'allemand, et pourquoi le français et l'anglais y sont les langues officielles. En 1960, Ahmadou Ahidjo proclamait l'indépendance mais, gouvernant pendant 22 ans de façon toujours plus «autoritaire», il devait céder sa place, il y a trois ans, à son premier ministre, Paul Biya. Ce dernier, après avoir jugulé une tentative de coup d'Etat en 1984, a mis le pays sur la voie du renouveau. Et il dispose de tous les

pouvoirs pour mener à bien son ambitieuse entreprise, puisqu'il appuie son autorité sur un parti unique: le parti du rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC). Son peuple fait bloc derrière lui et semble prêt à le suivre, dans sa découverte des libertés fondamentales, avec une confiance absolue. Paul Biya construit le renouveau de son pays sur la rigueur, le développement de la conscience patriotique et professionnelle, la moralisation et la mise en valeur de l'identité culturelle. «Mais», s'empresse-t-il d'ajouter en guise d'avertissement, «notre volonté de libéralisation n'est pas une disposition à la permissivité.» Ouvert à la coopération, le Cameroun attend, de l'extérieur, une aide qui permette à sa jeunesse de parfaire le développement du pays dans un esprit d'authenticité et en dehors de toute spéculation néocolonialiste. Le fait que le Ministère de la Jeunesse et des Sports soit l'un des plus puissants du gouvernement prouve l'importance que l'on accorde, ici comme dans l'ensemble des autres pays en voie de développement, à un secteur sur lequel reposent la force et la vigueur présentes et futures de ces nations.

Le football... et le reste!

Comme dans beaucoup de pays – et pas seulement du tiers monde – le sport camerounais présente une face dorée et une autre rouillée. La première luit de tout l'éclat du football. Où que ce soit, il faut bien le reconnaître, cette spécialité excite l'instinct frappeur de tous les bipèdes et exerce, sur les foules, un pouvoir de fascination universel. Il y a une quarantaine d'années, un missionnaire valaisan, le Père Mayor, bon joueur lui-même, fonda une équipe de football dans le but d'occuper et d'animer, à Yaoundé, les jeunes de son quartier. Il leur donna un nom à faire trem-

bler le Mont Fébé: Tonnerre de Yaoundé! Animée par la foi, la joie et la passion du jeu, cette formation contribua à dévoiler, aux Camerounais, leurs dons exceptionnels pour le football, et elle favorisa le développement rapide de ce sport à travers tout le pays. Depuis plusieurs années, Tonnerre de Yaoundé règne au sommet de la hiérarchie nationale et fournit une bonne partie des joueurs internationaux qui forment, eux, les «Lions indomptables»! Le Père Mayor, décédé il y a une dizaine d'années, n'aura pas eu le bonheur de voir ces derniers au faîte de leur gloire: finalistes des championnats du monde en 1982 (Espagne). Ce succès déclencha, d'ailleurs, l'euphorie générale dans le pays et, en quelques mois, la FECAFOOT (Fédération camerounaise de football) comptait plus de 10 000 licenciés. Quant aux stades, les seules installations sportives du Cameroun à présenter une qualité suffisante, ils s'avérèrent bientôt tous trop petits. Mais, cette année, les «Lions» ont subi un revers de taille, puisqu'ils se sont fait éliminer par la Zambie, en match de qualification pour le prochain «Mundial» et ceci, juste quelques jours avant mon arrivée. Ce fut comme un deuil national et les réactions des media furent identiques à celles que nous connaissons chez nous en pareil cas: des pages d'analyse et de critiques acerbes dans les journaux, et la mise en cause de... l'argent (il y en a aussi dans le football amateur camerounais, mais pas assez pour faire revenir systématiquement les professionnels engagés, après 1982, par les pays étrangers, des professionnels que l'on appelle les... «mercenaires»): «Depuis que le football peut faire vivre son homme, l'attrait du gain conditionne de plus en plus le sort des compétitions et compromet la valeur des performances. Le temps des engagements héroïques pour l'amour du sport et le prestige du pays est bien mort...», pouvait-on lire, le 17 mai dernier, dans le périodique «Pour en savoir plus».

Sans tarder, l'entraîneur national fut mis au pilori et remplacé par un Français: Claude Le Roy, chargé de «redorer la crinière des Lions indomptables»; irrité par la défaite de ses protégés, M. Godlieb Titti, président de la FECAFOOT et grand directeur de banque, fut le seul Camerounais à refuser de me recevoir, bien que je fusse en possession d'une lettre de recommandation de M. Blatter, Secrétaire général de la FIFA; le 22 mai, M. Mbombo Njoya, Ministre de la Jeunesse et des Sports (le sport camerounais dépend entièrement de l'Etat, y compris le sport de compétition) donnait sa «Conférence annuelle sur la situation du sport national»: comme cela se serait passé, probablement, dans n'importe quel pays «nanti», il dut répondre pendant plus de 2 h 30 à des questions relatives au football!

Et le reste? Dix minutes avant la clôture des discussions, il parvint enfin à changer

de sujet pour énumérer quelques projets de construction d'installations et pour s'exclamer: «Pensons aussi à la promotion des disciplines autres que le football et, en particulier, au sport de masse. A ce sujet, une idée pointe à l'horizon: l'organisation, deux fois par mois, de journées nationales durant lesquelles tous les Camerounais de 7 à 77 ans seront appelés à courir!»

Le handball et la lutte

On fait du vélo de compétition, de la boxe et quelques autres sports, dont un peu d'athlétisme, au Cameroun. Mais, à côté du football, c'est le handball et le volley-ball qui semblent connaître le plus de succès, surtout parce que ces sports d'équipe sont prisés des «scolaires» et des «corporatifs». Depuis que Noah – que les Tricolores appellent «Français» quand il gagne et «Franco-Camerounais» quand il perd – s'impose, le tennis intéresse beaucoup les jeunes, mais les courts sont rares, le matériel et les cours trop coûteux pour presque tous. Il faut encore citer la lutte: un sport traditionnel très en vogue, probablement parce qu'il peut se pratiquer partout et sans frais, parce qu'il joint le jeu au combat, le désir de domination et la décharge d'agressivité. D'après ce que j'ai pu voir – en peu de temps il est vrai – les Camerounais, hommes et femmes, sont doués et ouverts à la pratique des sports les plus divers, mais ce sont essentiellement les installations et l'équipement qui font défaut.

Les danses traditionnelles

J'ai eu le bonheur d'arriver à Yaoundé alors que s'y déroulaient les fastes de la semaine culturelle camerounaise: arts, littérature, musique, artisanat, langues nationales, traditions, danse, sport... Pendant sept jours, les salles du somptueux Palais des Congrès (construit par les Chinois) ont fait vibrer l'âme et le corps d'un peuple libre enfin, mais après avoir été, comme beaucoup d'autres, longtemps opprime; un peuple fier de pouvoir définir son identité.

Ce sont les danses traditionnelles qui m'ont le plus impressionné. Tout en suivant un rituel dont le sens profond ne peut être vraiment compris des non-initiés, elles donnent l'impression de l'improvisation et du geste spontané, d'une évolution dramatique intense, de la transmission, par le langage rythmé et athlétique du corps, d'un message à l'intérieur duquel s'entrechoquent la soumission et la révolte, l'espoir et la résignation.

L'avènement de la course à pied

A côté de la danse, sport de toujours (car c'est un sport aussi), la course à pied déferle actuellement sur le Cameroun comme sur le reste du monde: facile à pratiquer, bon marché, accessible au plus grand nombre, le jogging est pris, ici surtout, comme un moyen simple et efficace de mise en condition physique du citoyen (les premiers à courir, tôt le matin, sont les militaires et les écoliers, par groupes compacts, en formation parfois: filles devant, garçons derrière), mais on sent aussi qu'il est pris comme le chemin par lequel on a trouvé la possibilité de descendre en soi-même pour s'y recueillir, y méditer, y trouver poésie et beaucoup d'autres trésors inestimables. La compétition, par contre, en est à ses balbutiements. Est-ce un mal? Non, bien sûr! Mais on sait à quel point elle peut être stimulante pour certains, surtout lorsqu'il s'agit d'épreuves populaires. Dans ce cas, dans les pays démunis comme ailleurs, elle est une puissante motivation et elle peut être, pour les plus jeunes, un tremplin pour accéder au sport de haut niveau. Ce fut le cas, par exemple, du premier marathon de Yaoundé, disputé le 5 mai. Remporté par le Soviétique Valéri Solovey, il a permis au Camerounais Timothy Lekunze, troisième, de se découvrir un talent qui ne demande qu'à s'exprimer ailleurs... Cette première fut un événement national et, contrairement à ce que l'on aurait pu croire, il a soulevé l'enthousiasme des foules dans tous les quartiers de la Capitale. Par la suite, nombreux furent ceux qui se mirent à trot-



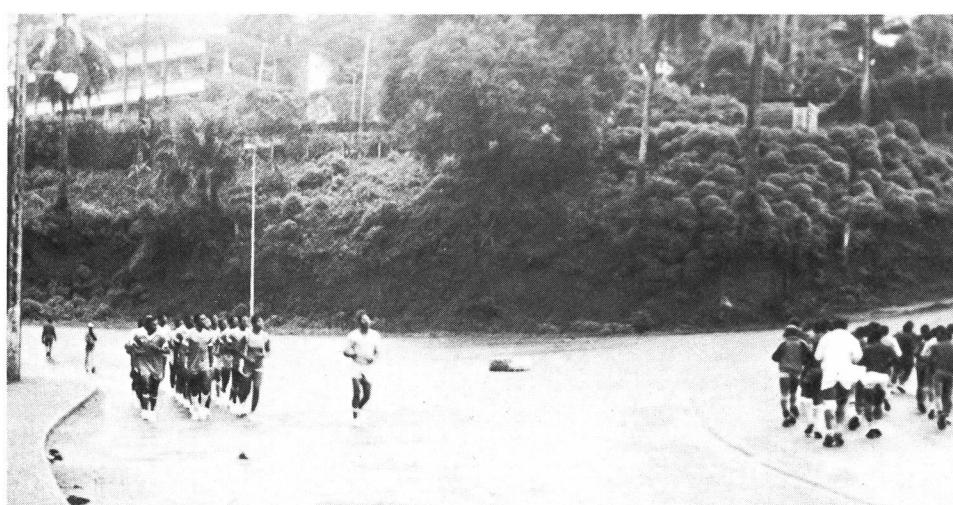
Valéri Solovey (URSS), vainqueur du premier marathon de Yaoundé.

ter, aux premières heures du jour, alors que la chaleur est encore supportable. Malheureusement, ici aussi, la véritable coopération, la participation spontanée et désintéressée, la présence rassurante, tous ces éléments qui constituent la première forme d'aide au développement sont restés pratiquement lettre morte puisque, sur trente pays invités, seuls trois (l'URSS, les USA et l'Empire centrafricain) ont répondu positivement, la plupart des autres (dont la Suisse) ne prenant même pas la peine d'accuser réception!...

«La présence d'un pays comme la Suisse, sans passé colonisateur et dépourvu d'hégémonie politique aurait été très importante pour le sport populaire camerounais», me dit M. Emile Essomba, responsable de l'organisation, «mais ma lettre d'invitation est malheureusement restée sans réponse»...

L'Institut national de la Jeunesse et des Sports (INJS)

La formation des maîtres d'éducation physique camerounais se fait à Yaoundé, à l'Institut national de la Jeunesse et des Sports (INJS). Elle dure quatre ans et confère, aux étudiants, de solides connaissances théoriques. Les programmes s'inspirent fortement – et c'est logique – du modèle français. En raison d'installations rudimentaires, l'acquisition de la maîtrise technique est plus difficile, ce qui ne veut pas dire qu'elle n'y soit pas de bonne qualité. M. Mbombo Njoya, Ministre de la Jeunesse et des Sports, précise la politique de l'Institut: «Fondé en 1960, sa vocation est de former, dans le contexte des réalités nationales, des cadres techniques et éducatifs supérieurs compétents, conscients de leurs responsabilités et aptes à promouvoir le progrès du pays dans les domaines spécifiques de l'éducation physique, des sports et de la jeunesse.»



Filles devant, garçons derrière, une école de Yaoundé rencontre les militaires au footing du petit matin.

Après son accession à l'indépendance, le Cameroun a choisi de prendre au plus tôt sa destinée en charge en axant ses efforts en priorité sur le développement des secteurs de la jeunesse et des sports, considérés comme fondamentaux pour l'avenir d'une société saine et vigoureuse. En 1960, 30 étudiants étaient inscrits à l'INJS; aujourd'hui, ils sont plus de 500, mais sans que les structures d'accueil et sans que les méthodes pédagogiques aient beaucoup évolué. Comparés à ce que nous avons à Macolin, locaux, matériel didactique et équipement sont élémentaires. Conscient de cette fragilité, M. René Doun Owona, Directeur de l'établissement, sait aussi que si Yaoundé, Douala et quelques autres villes du pays possèdent le minimum, le reste du pays est totalement dépourvu des structures qui pourraient permettre à ses «diplômés» d'appliquer ce qu'ils ont appris avec beaucoup de zèle. On comprend donc qu'ils veuillent rester dans les centres urbains, malgré l'insistance que met le ministre à les inviter à accepter d'être nommés en province.



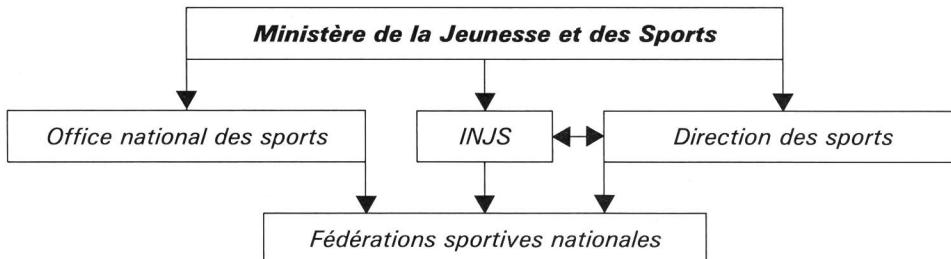
Footballeurs camerounais en préparation en RFA (1981).

Dans notre prochain numéro (9/1985), je présenterai aux lecteurs de MACOLIN l'interview exclusive que m'a accordée le Prof. Essomba, interview portant concrètement sur ce qu'il faut penser de l'aide sportive aux pays en voie de développement à l'image du Cameroun.

Aider, c'est agir!

Aujourd'hui plus que jamais, je suis d'avis que l'action est plus importante que l'engagement, qui restreint la vision des choses. Les pays du tiers monde ont tout avantage à être aidés, dans leur développement, par les nations neutres et non engagées politiquement, car ils n'ont en principe pas à craindre, de leur part, de visées néocolonialistes. La «table ronde» de Macolin, dont il est question au début de cet article, démontre que ce sujet est d'actualité, même en Suisse. «Oui mais», dit le Professeur René Essomba, membre du CIO pour le Cameroun, «la Suisse et les autres pays neutres sont-ils prêts à passer rapidement de la théorie à la pratique? C'est aujourd'hui que nous avons besoin de leur aide désintéressée: pour construire des installations simples, pour améliorer notre équipement de base, pour perfectionner nos cadres, pour procéder à des échanges d'expériences, pour améliorer nos techniques, pour apprendre...! Si ce n'est pas le cas, demain nous serons pourvus tout de même, c'est sûr, mais par des canaux qui risquent bien d'être plus contraignants pour nous...» ■

Organisation du sport camerounais



Le Ministère de la Jeunesse et des Sports est l'autorité absolue du sport camerounais. Même les fédérations nationales, qui jouissent d'une certaine autonomie sur le plan administratif, sont dépendantes du gouvernement qui, par l'ONS (Office national des sports) tente d'établir et de maintenir l'équilibre financier. Quant à la Direction des sports, c'est une sorte d'organe de contrôle, dont la tâche principale est de superviser l'enseignement de l'éducation physique à l'école et le sport universitaire. Depuis un certain temps, introduit et soutenu plus ou moins officiellement par les sponsors concernés des nations industrialisées en quête de nouveaux marchés, les sports mécanisés ont fait leur apparition au Cameroun. Comme partout ailleurs, la moto, l'auto et la vitesse fascinent littéralement les jeunes, nourrissant, en eux, des rêves fous mais pernicieux, puisque totalement irréalisables. Je n'ai pas pu me rendre compte avec exactitude dans quelles proportions ce secteur, aux influences sans doute négatives pour les pays du tiers monde, échappe ou non au contrôle des autorités gouvernementales. Ici comme ailleurs, l'aspect économique des sports motorisés pourrait bien ébranler les bonnes intentions et les principes moraux dont elles

font preuve! Il faut espérer que l'Afrique puisse tirer toujours plus efficacement profit de l'action utilitaire du moteur, sans se laisser griser par ses vaines et trompeuses pétarades.



Arrivée discutable, au Cameroun, du sport motorisé.